

**Debout pour nos métiers
du travail social !**

Jean-Sébastien Alix
Didier Bertrand
Jean-Marc Brun
Michel Chauvière
Gabrielle Garrigue



Debout pour nos métiers du travail social !

Postface de Roland Gori

 érès

Conception de la couverture :

Anne Hébert

Version PDF © Éditions érès 2017

CF - ISBN PDF : 978-2-7492-5710-5

Première édition © Éditions érès 2017

33, avenue Marcel-Dassault, 31500 Toulouse, France

www.editions-eres.com

Aux termes du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle de la présente publication, faite par quelque procédé que ce soit (reprographie, microfilmage, scannérisation, numérisation...) sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

L'autorisation d'effectuer des reproductions par reprographie doit être obtenue auprès du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, tél. : 01 44 07 47 70 / Fax : 01 46 34 67 19

Table des matières

INTRODUCTION	9
1. LA PLACE CRUCIALE DES MÉTIERS DANS L'ÉTAT SOCIAL <i>Michel Chauvière</i>	17
2. DEXTÉRITÉ DES DIFFÉRENTS MÉTIERS DU SOCIAL <i>Didier Bertrand</i>	37
3. CHRONIQUE D'UNE RÉFORME EN TROMPE-L'ŒIL <i>Collectif Avenir éducs</i>	61
Une élaboration pour le moins chaotique	62
Un plan d'action à contresens.....	74
Une mise en œuvre difficile.....	79
4. UN ABANDON DOCTRINAL PRÉJUDICIALE <i>Jean-Sébastien Alix</i>	87
Quelle doctrine du social pour les métiers ?.....	97
Ce que foutre la paix aux savoirs veut dire	103
Le travail social comme discipline ?.....	107

5. DÉFENDRE LA QUALITÉ DES OUTILS ET DES PRATIQUES	
<i>Gabrielle Garrigue</i>	115
Du rapt des mots au hold-up des métiers	117
Professionnels de la relation, nos métiers passent par l'éprouvé	122
Affirmer notre « clinique du quotidien » ..	124
Protéger le temps de l'humain.....	129
Agir et travailler en équipe	135
Et que vive l'approche institutionnelle !...	139
« L'acte, heurt éducatif... ».....	144
6. DÉCLIN DES MÉTIERS ET RISQUES DE L'EMPLOYABILITÉ	
<i>Jean-Marc Brun</i>	151
Éducateur on est, éducateur on reste.....	152
Une certaine idée de la formation.....	154
Protéger la qualification par l'alternance et réciproquement.....	158
Lutter contre l'employabilité à tout prix....	164
CONCLUSION. COLÈRES ET FIERTÉ DU TRAVAIL SOCIAL.....	173
POSTFACE. LE TRAVAIL SOCIAL, UN EXEMPLE DE « PROFESSIONS CANARIS »	
<i>Roland Gori</i>	179
LE COLLECTIF AVENIR ÉDUCS	195

Cet ouvrage est dédié à la mémoire de deux aînés prestigieux : Paul Fustier, dont les travaux ont été la boussole du travail social clinique, et Jacques Ladsous, dont l'engagement et les écrits resteront une source de motivation pour bon nombre de travailleurs sociaux.

Introduction

Nous sommes heureux d'avoir pu écrire ce livre à plusieurs voix, offrant ainsi une vision polyphonique du travail social, et de montrer qu'élaborer une pensée collective, responsable et engagée est possible et plus que jamais nécessaire face aux injonctions répétées à aller toujours plus vite et à produire du chiffre, surtout quand il s'agit de l'humain. Notre projet de départ était de livrer une lecture argumentée du bilan pour le travail social d'un quinquennat qui avait pourtant bien débuté avec l'annonce, dès janvier 2013, d'états généraux du travail social (EGTS), à l'instigation des autorités publiques. Une fois n'est pas coutume, on n'avait pas vu les pouvoirs publics se mobiliser sur ce sujet aussi crucial depuis Nicole Questiaux en... 1982, soit plus de trente ans ! Mais très rapidement, nous nous sommes aperçu que le compte n'y était pas.

De son côté, pour compenser cette longue jachère, le monde du travail social n'était pas resté inactif. Ainsi, l'association CQFD¹, créée à la fin des

1. CQFD : C'est la qualification qu'il faut développer.

années 1990, avait-elle organisé en septembre 2000 un important colloque dans une salle de l'UNESCO sur le thème : « Quel travail social pour le XXI^e siècle ? Salariat, qualifications, démocratie ». Travailleurs sociaux, formateurs, chercheurs, cadres, syndicalistes, employeurs et représentants de l'administration de l'action sociale, soit au total près de cinq cents personnes de toutes sensibilités, y avaient débattu de l'avenir du travail social et affirmé ensemble une exigence de qualification de tous les professionnels, au-delà des seules compétences, comme principal gage de qualité des services rendus. Sans suite, hélas !

Puis sont intervenues la loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médicosociale et la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002. Pendant que la réforme constitutionnelle de 2003 (acte II de la décentralisation) faisait passer, par le moyen du 49-3, la compétence de la formation professionnelle aux régions (qui d'ailleurs n'y étaient pas toutes favorables !).

C'est dans ce nouveau contexte que les 14 diplômes en travail social ont été abordés par l'administration d'une façon tout à fait nouvelle. Officiellement justifiée par le processus de Bologne (1999) et ses outils fétiches (LMD – Licence-master-doctorat –, ECTS – European Credits Transfer System –, etc.) mais aussi par les nécessités de l'application progressive de la VAE (Validation des acquis de l'expérience), la gestion des diplômes est rapidement devenue plus formelle que substantielle, en tout cas sans beaucoup d'égard pour le sens et la dynamique des métiers auxquels ils correspondaient. Le recours au concept magique de référentiel s'est

alors fait massif et sans recul critique : référentiel d'activité, référentiel de compétences, référentiel de formation, référentiel de certification... Pas étonnant que chez les professionnels concernés, constatant cette découpe en règle de leurs identités, soient nés des sentiments encore diffus de déréliction et de perte de légitimité.

Des états généraux du social organisés en 2003-2004 sur l'initiative d'un collectif de professionnels ont bien tenté d'attirer l'attention des politiques d'alors sur cette « maltraitance des usagers » corrélée à une « malmenance des professionnels », mais sans parvenir à suffisamment peser sur les décideurs.

Finalement, la question des diplômes et des métiers en travail social n'est redevenue une question publique qu'en 2012 au travers d'un projet de réforme associé à une méthode soi-disant ouverte de travail. En réalité, dans les faits, les interminables états généraux du travail social organisés entre 2013 et 2015 ont bien davantage mobilisé les élites et cadres du travail social, aux côtés des opérateurs/employeurs, publics et surtout associatifs, que les professionnels de terrain, pourtant tous gens de métier et capables de témoigner utilement sur les réalités du travail social et de leurs conditions salariales. C'est là une des premières sources de la colère des « soutiers ».

Finalement, tout ce remue-ménage a débouché en octobre 2015 sous la forme d'un Plan d'action gouvernemental en faveur du travail social et du développement social, mêlant le meilleur et surtout le pire pour les métiers, leurs conditions de formation et d'exercice. Deuxième source de colère. C'est

pourquoi ce rendez-vous manqué a suscité très tôt diverses mobilisations, syndicales et spontanées, parmi lesquelles le collectif Avenir éducés à l'origine de cet ouvrage, conduisant même un peu plus tard à l'organisation collective des EGATS (états généraux alternatifs du travail social), de façon à affirmer la fierté d'être travailleur social et faire savoir que d'autres voies de réformes étaient et restent possibles².

Pour faciliter l'identification des acteurs en présence et la compréhension des enjeux, nous avons d'abord choisi, dans le premier chapitre de l'ouvrage, de rappeler la place irremplaçable des métiers de l'humain dans l'État social. Contre le technicisme ambiant, il nous fallait les situer dans la longue histoire de la conquête des droits sociaux et de leur progressive réalisation depuis la Révolution française, puis dans les lois sociales de la Troisième République et de 1945. Dire aussi que le travail social est né de la combinaison historique d'une responsabilité politique partagée et d'actions de terrain innovantes et reconnues. Une clinique du quotidien et en situation s'y est progressivement imposée, originale et singulière, inventive et coopérative. Ce que menace l'actuelle politique de rationalisation financière et technique des approches de l'humain en souffrance ou en difficulté, passagère ou durable.

Le deuxième chapitre est l'occasion pour l'ensemble des métiers du travail social de prendre

2. D'autres collectifs sont apparus. Pour un bilan, voir Y. Boudjemaï, « Le travail social joue collectif », *Lien social*, n° 1212, 7 au 20 septembre 2017.

la parole, afin de mieux faire connaître en termes simples mais avec fierté ce qu'il en est au quotidien et en situation. On y découvrira la singularité de chacun, la noblesse artisanale de l'action de terrain, le travail en équipe, une volonté ancienne d'associer, autant qu'il est possible, les personnes accueillies et accompagnées... Inventer et réinventer un travail social toujours plus ancré dans la réalité est une constante d'hier, d'aujourd'hui et de demain. Or cette philosophie d'engagement responsable n'est plus du tout respectée quand elle n'est pas carrément niée, voire interdite.

Comment donc s'est mise en place la « réingénierie » des métiers du social depuis 2012 ? C'est tout l'objet du troisième chapitre. Nous y présentons une récapitulation chronologique fine des acteurs, des événements et des arguments des uns et des autres durant la toute dernière période entre 2012 et 2017, ainsi que les points d'appui critiques du collectif Avenir éducs qui montrent un management pour le moins chaotique et une mise en œuvre difficile. Certains faits étaient déjà bien connus de tous, mais d'autres sont restés trop longtemps inaccessibles. Au-delà des objectifs de la réforme, l'opacité de la méthode a aussi fortement alimenté la colère des professionnels.

En réponse à ces approches délétères, le quatrième chapitre cherche à faire bouger les lignes en explorant les conséquences de l'absence de doctrine sociale en l'espèce. Pour cela, il revient sur le sens caché des évaluations des diplômes confiées à un cabinet extérieur, du rapport de Brigitte Bourguignon, du plan d'action d'octobre 2015, sans oublier la naissance concomitante d'un syndicat

employeur unifié, Nexem, dont l'ambition est clairement de détricoter les protections salariales. Nous y rappelons l'urgence et la nécessité de reconstruire une doctrine sociale globale, en y associant prioritairement les professionnels de terrain, en y refaisant toute sa place à la clinique, autour d'un projet de société fondé sur la solidarité nationale, la justice sociale, la dignité des personnes et la défense de l'intérêt général en soutien aux plus démunis. Le travail social a besoin d'un véritable projet politique et non pas de mesures techniques instrumentalisant les besoins des personnes accueillies et accompagnées, et ignorant les pratiques professionnelles.

Cette clinique, dont nous sommes légitimement fiers, est le fil conducteur du cinquième chapitre, où sont réaffirmés avec force les principes de base non négociables. Les travailleurs sociaux disent et répètent qu'ils sont des professionnels de la relation, inscrits dans une clinique du quotidien aux allures multiples car dépendant des personnes, du contexte, de l'environnement, des théories, des controverses... Concrètement, cette clinique suppose la rencontre, avec des hommes, des femmes, des enfants et des jeunes, dans leur singularité de sujet. Elle rompt avec l'urgence qui tend à dominer les rapports sociaux. Nous croyons en la richesse de ces pratiques exigeantes mais intenses, que nous travaillons en équipe, avec nécessairement le soutien d'un tiers. Nous avons à cet égard tant d'expériences à partager que ce serait un gâchis de les ignorer.

Enfin, le sixième chapitre fait retour sur les différents métiers, sous l'angle des formations qui y conduisent et spécialement de l'alternance intégrative (ou stages) qui garantit la construction des

identités professionnelles. Ces stages sont l'occasion de se confronter in situ à des points de vue différents, à des modes de compréhension multiples avant et après le travail spécifique d'acquisition d'outils d'analyse, et qui d'ailleurs le nourrissent. Or, cette alternance intégrative est en danger, du fait de choix économiques qui en empêchent la pleine réalisation. Une vraie alternance intégrative exigerait des moyens supplémentaires afin de permettre un réel partenariat entre lieux de formation et sites qualifiants, à condition que le temps dédié à l'accompagnement par le référent de stage ne soit pas réduit à la portion congrue. Nous y faisons des propositions dans ce sens, partant des formations d'éducateur mais extensibles aux autres métiers.

Michel Chauvière

1

La place cruciale des métiers dans l'État social

« Je définirai la visée éthique par les trois termes suivants : visée de la vie bonne, avec et pour les autres, dans des institutions justes. »

P. Ricœur, 1990.

Le déni de l'histoire est aujourd'hui l'un des défauts majeurs du *New Public Management* en général et appliqué au social en particulier. Pourtant, même l'avenir rationnel et efficace qu'il nous prépare vient de loin ! Les métiers du social aussi et il faut le rappeler haut et fort.

La question généalogique est certes apparue tardivement dans l'écosystème du travail social, pourtant, depuis les années 1970, la connaissance historique de nos métiers, des institutions dans lesquelles nous exerçons, des droits et des politiques

qui nous portent a beaucoup progressé¹. Ces travaux nous replongent utilement, par exemple, dans les enjeux de la Sécurité sociale mais aussi de l'ordonnance de 1945 sur l'individualisation à visée éducative de l'approche des enfants délinquants et, plus tôt encore, ils nous montrent l'importance doctrinale et juridique de la Révolution française, puis des premières lois sociales d'assistance des débuts de la Troisième République, avant et pendant la guerre de 1914-1918, etc. Ils montrent avec force que ces métiers, dans leur hétérogénéité positive, ont tous été et restent des innovations nécessaires, quoique fragiles, réalisant la jonction entre des impératifs collectifs d'égalité et de solidarité et des engagements personnels, plus souvent généreux qu'intéressés, pour des causes sociales sectorielles qui n'avaient pas encore été suffisamment identifiées et reconnues par la société et les autorités publiques (pauvreté, enfance, handicap, délinquance, etc.). Ils permettent ainsi de mieux comprendre et surtout de faire comprendre pourquoi il faut être fier de cette histoire et de la place que les métiers occupent depuis longtemps dans l'État social, et pourquoi aujourd'hui il faut se préoccuper de leur reconnaissance.

L'histoire sociale est d'abord un travail de vérité et malheureusement son enseignement est trop négligé dans les centres de préparation au travail social, aujourd'hui colonisés par des référentiels technicistes qui ne connaissent de raison que dans

1. Voir à ce sujet les efforts du CEDIAS Musée social, les travaux du CNAHES (Conservatoire national des archives et de l'histoire de l'éducation spécialisée et de l'action sociale) et de l'AHPJM (Association pour l'histoire de la protection judiciaire des mineurs).

les résultats. Il y a bien çà et là des enseignements dits d'histoire, mais un rapide historique des professions n'est pas histoire et le témoignage de quelques anciens, s'il est mémoire, n'est pas non plus histoire. La configuration sociale française – notre fameux modèle social, avec ses références, ses lois, ses droits, ses institutions, ses financements – échappe malheureusement à trop de travailleurs sociaux, faute d'avoir été initiés à l'histoire de leur large et riche domaine d'activité. Beaucoup sont hélas restés ignorants sur ces questions décisives. Il importe pourtant de bien connaître les conditions de possibilité et de nécessité de ce style d'action et de résultats qu'on nomme uniment travail social, c'est-à-dire de développer une approche matérialiste de celui-ci qui ne doive rien aux approches essentialiste ou fonctionnaliste, dont le dernier avatar est l'évocation par certains politiques d'un « métier militant » !

Mais l'histoire est aussi un ensemble d'utiles leçons pour l'avenir, parce qu'un professionnel sans passé collectif n'a pas d'avenir et que les situations problématiques se répètent et se ressemblent bien souvent ; c'est d'ailleurs ce double caractère collectif et proactif du travail historique que les pouvoirs actuels, tout à la gestion et au pragmatisme efficient, semblent craindre le plus. Les vrais nouveaux problèmes sociaux sont relativement rares et les énigmes d'hier sont encore là qui continuent de mettre à l'épreuve notre jugement social (délinquance, handicap, désaffiliations...). Il en est de nombreux exemples dans la longue expérience des professionnels qui montrent que, dans beaucoup de ces domaines d'action, bien des solutions ont déjà été envisagées et mises en œuvre auparavant.

L'exclusion, l'insertion et même la déradicalisation (qui saturent la demande publique depuis quelques années) ne sont en grande partie que des appellations rajeunies pour des difficultés connues depuis longtemps.

La médiatisation actuelle, au lieu de stimuler l'intelligence collective et de mieux faire connaître les métiers du travail social, fait à l'inverse filtre et ne renforce au final qu'un pouvoir d'exiger souvent démagogique. Ainsi l'*empowerment* et le pouvoir d'agir, dont on se gargarise en haut lieu, font-ils partie de l'expérience séculaire de nombreux mouvements sociaux, comme l'attestent les travaux les plus récents d'histoire sociale. Au contraire des caricatures qu'en dressent certains prétendus experts (notamment ceux passés au service de la réingénierie formelle des métiers), depuis leur apparition, les métiers sociaux baignent dans une culture d'émancipation personnelle et de développement collectif, par formation personnelle militante bien souvent ou bien par adhésion aux valeurs du service public, surtout quand elles sont relayées par l'association qui les emploie. Du moins avant que bon nombre de ces dernières ne se convertissent à l'entrepreneuriat social et sacrifient leur éthique à leurs résultats quantitatifs médiatisables et aux parts de marché qu'il leur faudrait désormais conquérir pour survivre et protéger l'emploi. Du moins le croient-elles !

Aussi important que soit le commerce pour les échanges et donc par voie de conséquence pour le lien social entre les personnes, les groupes ou les pays, le travail social n'a jamais été un commerce et ne cultive nullement cette représentation limitée

Le collectif *Avenir éducs*

Le collectif Avenir éducs rassemble, depuis mars 2014, étudiants, chercheurs, formateurs et professionnels en travail social des différents métiers (créé au départ par des éducateurs, il a gardé son nom d'origine). Il s'est constitué en réaction à la refonte des métiers lancée fin 2013 de façon descendante, sans tenir compte de la parole des professionnels du travail social, et s'est fédéré autour du concept de « clinique du quotidien » que Paul Fustier était venu notamment porter lors de la première rencontre.

Il agit avec d'autres collectifs (Collectif des associations citoyennes, Commission action travail social, Etusocial 44, Avenir éducs 45, Collectif pour la prévention spécialisée d'Île-de-France, Collectif pour la protection de l'enfance 49, Collectif des 39, Défendre les métiers sociaux, etc.), des syndicats (notamment ceux regroupés dans le cadre des états généraux alternatifs du travail social : CGT, SUD Santé sociaux, FSU territoriaux, UNEF, FAFP), des organisations professionnelles (ANAS, FNEJE, ONES, France-ESF) ou des associations (l'Aformeje, les CEMÉA, l'IRE des formateurs en travail social, etc.).

Le collectif a très rapidement lancé une pétition rassemblant plus de 6 000 signatures pour imposer un débat, et affirmer :

1. Son refus de toute nouvelle réforme des diplômes et classification des métiers qui n'auraient pas été concertées avec les acteurs concernés.
2. Sa volonté de préserver une logique de métiers, dont l'un des aspects est la forte qualification pour l'accompagnement direct auprès des publics.
3. L'impérieuse nécessité de reconnaître et consolider les dimensions cliniques dans tous les métiers de la relation et du lien social qui respectent des temporalités particulières, s'appuient sur des pratiques renouvelées et des dynamiques individuelles et collectives.

Le collectif a organisé et organise de nombreux débats dans différentes villes, notamment sur les questions de la refonte des métiers, de la financiarisation du social, de la

protection de l'enfance. À son initiative a eu lieu la journée « Debout pour nos métiers », qui a rassemblé plus de 600 personnes le 22 novembre 2014¹. En novembre 2015, il a participé au lancement des états généraux alternatifs du travail social² avec une intersyndicale ; ceux-ci ont donné lieu ensuite au Festival du travail social le 14 mai 2016³ (avec la participation de la CNT également).

Le collectif Avenir éducus agit aussi à travers des mobilisations, des compilations de témoignages de professionnels, des lettres adressées aux dirigeants du social, la construction et la diffusion de documents pour mieux saisir les enjeux à l'œuvre dans la refonte. Le collectif cherche à redonner la parole aux acteurs du terrain sur l'avenir du travail social et à faire vivre les valeurs de solidarité et d'égalité qui y sont attachées. Il s'oppose au projet des pouvoirs publics de déléguer leurs prérogatives sociales aux entrepreneurs privés et de faire du social un secteur à but lucratif. Il invite à réfléchir collectivement à une doctrine du travail social.

Sylvère, Corinne, Jean-Marc, Muriel, Yasmina, Marie-Odile, Didier, Alain, Alison, Jérôme, Sonia, Simon, Mathieu, Cécile, Adam, Gabrielle, Didier, Adèle, Laura, Nicole, Nolwenn, Élise, Julien, Véronique, Sarah, Romuald, Céline, Marie et de nombreuses autres personnes s'investissent pour faire vivre le collectif. Il compte parmi ses soutiens précieux Michel Chauvière, Jacques Marpeau, Jean-Sébastien Alix, Marie-Henriette Etcheverry et Pavo, et a reçu les encouragements réguliers de Philippe Gaberan et Joseph Rouzel. Les réunions peuvent se dérouler grâce à l'accueil chaleureux des Compagnons de la nuit à La Moquette et de l'Aformeje à L'Horizon.

Site Internet : <https://www.avenireducs.com/>

Page Facebook : <https://www.facebook.com/Avenir-Educus-738924196185107/>

1. <http://www.mais.asso.fr/content/journ-%C3%A9e-d%C3%A9bat-debout-pour-nos-m%C3%A9tiers>

2. <http://www.lien-social.com/Travail-social-o-États-generaux-version-alter>

3. http://www.anas.fr/Festival-du-Travail-Social-le-14-mai-2016_a984.html